

Comment rédiger un rapport

Michel Husson, *Regards*, octobre 2007



On s'était gaussé de Jospin et de ses rapports, mais Sarkozy n'introduit aucune rupture et multiplie les « comités Théodule ». Dans le domaine économique, on a ainsi eu droit à deux rapports sur la TVA sociale, plusieurs du Conseil d'Analyse Economique sur les « chances » de la France, les « leviers » et les « freins » de la croissance, et la commission Attali sur le même sujet a été lancée en grande pompe.

La lecture de ces rapports étant un pensum obligé de tout économiste critique, ce dernier finit par en tirer des enseignements généraux. Voici donc quelques recettes. Il faut d'abord choisir un rapporteur, et la mode est aujourd'hui à le prendre un peu « à gauche » mais pas trop. C'est un peu vexant et rageant pour les autres, mais c'est habile : en faisant endosser à « la gauche » les projets néo-libéraux on crée à bon compte du consensus. Le sujet peut varier au gré des vents sarkozyens : un jour les patrons voyous, et le lendemain leur dépenalisation. Un autre jour, la baisse des impôts, puis leur augmentation (à vocation sociale).

Passons maintenant à la rédaction proprement dite. Compte tenu du flux permanent de rapports, le tronc commun s'obtient facilement en faisant du copier-coller des précédents. Ainsi le rapport sur la TVA sociale pourra s'inspirer de deux ou trois autres sur le même sujet, et celui sur la croissance prendra forcément comme point de départ celui de Camdessus qui était en son temps le livre de chevet de Sarkozy. Si l'on ne connaît pas trop le sujet, et si on est un jeune technocrate, on a le droit de recycler ses cours de fac et de nous infliger un digest plus ou moins inspiré de lieux communs académiques, comme la distinction entre Bismarck et Beveridge (voir la deuxième partie du rapport Besson). Il n'est pas interdit de nourrir son polycopié de concepts ésotériques (un euphémisme pour creux) en se gargarisant par exemple des *capabilities* au sens de Sen, prix Nobel. Il est recommandé de s'inspirer de ce qui marche dans les autres pays, en prenant soin d'extraire ce qui va dans le sens des intentions du commanditaire : parler par exemple de la flexibilité au Danemark (mais pas de l'indemnisation des chômeurs), de la déréglementation au Royaume-Uni (mais pas des créations d'emplois publics). Ne pas oublier enfin de signaler qu'on parvient aux mêmes conclusions que tous les rapports précédents : cela leur confère le poids du consensus.

On aura ensuite le choix entre plusieurs formules : soit un rapport court comme celui de Lagarde (20 pages) qui plaît aux journalistes, soit un rapport plus épais, assorti d'annexes, plus sérieux. Ne pas oublier les contributions de personnalités même si on en connaît par avance la teneur ; penser aussi aux avis d'experts, aussi techniques que possible : ils donneront plus de tenue au produit final. Le rapport devra conclure sur un répertoire d'exhortations aussi solennelles que vides et destinées à créer un choc salutaire. Il faudra déployer pour ce faire des trésors d'imagination sémantique. Quelques suggestions : « dynamiser la synergie entre compétitivité et innovation », « renforcer le tissu industriel français », « mieux concilier efficacité et équité », « clairement identifier les objectifs prioritaires », etc. On pourra ici s'inspirer de la littérature européenne.

Mais ce bel effort serait inutile si ne surnageaient de l'ensemble une ou deux idées phare permettant de distinguer le rapport des mille et uns qui l'ont précédé. C'est là qu'on trouve les plus belles perles. Ainsi le rapport Besson sur la TVA sociale réussit la prouesse de ne pas se demander si la mesure serait inflationniste (alors que c'est l'argument majeur de Lagarde) mais prétend « démontrer » qu'une augmentation d'un impôt aussi dégressif que la TVA pourrait ne pas avoir d'effet anti-redistributif. Quant au dernier rapport du CAE, il propose de commencer par réformer le marché des biens et services avant de s'attaquer au marché du travail. Le gros problème de l'économie française viendrait en effet des « barrières à l'entrée des professions fermées (taxis, notaires, vétérinaires, etc.) » (*Le Monde* du 14 Septembre 2007). C'est le café du commerce.

Certains diront que ce tableau qui décrit les rapporteurs comme de médiocres fabricants d'idéologie est injuste. Ils ont raison : on trouve parfois de bonnes idées dans les rapports, par exemple dans celui de la Cour des comptes où Séguin propose des charges sociales sur les stock options. Mais il a manifestement copié sur Attac.